Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Réponse de la France à la crise Ebola

4E TRIMESTRE 2014

Une réponse intégrée

Depuis le début de l'épidémie Ebola, la France est très mobilisée à la fois dans les pays africains pour apporter son soutien aux côtés de ses partenaires, et sur le territoire national pour la préparation et la mobilisation de l'ensemble des acteurs. Elle a développé une réponse intégrée en s'appuyant notamment sur une Task Force interministérielle Ebola.

Visite du Président François Hollande à Conakry le 28 novembre 2014

Un engagement politique fort de la France

- Déplacements en Guinée de la **Secrétaire d'Etat chargée du Développement et de la Francophonie** le 10 septembre et du 13 au 15 novembre 2014, inauguration du centre de traitement Ebola de Macenta (Guinée forestière) et passage au Mali le 15 novembre 2014.

- Déplacement au Mali du 21 au 24 novembre du **Coordonnateur interministériel des opérations nationales et internationales de réponse à Ebola**.

- Visite officielle du **Président de la République** en Guinée le 28 novembre 2014, accompagné de la Ministre des Affaires sociales, de la Santé et des Droits des Femmes.

Une organisation spécifique: la Task Force interministérielle Ebola

Le 20 octobre 2014, le Premier Ministre a décidé de mettre en place une Task Force interministérielle Ebola placée sous son autorité pour assurer le pilotage et le suivi de la crise internationale et de l'engagement de la France.

Le Professeur Jean-François DELFRAISSY a été nommé Coordonnateur des opérations nationales et internationales de réponse à Ebola. Il est secondé par quatre coordonnateurs délégués :

- Christine FAGES, Ambassadrice en charge de la coordination de l'ensemble des initiatives sur le plan international et européen ;
- Le Préfet Pierre LIEUTAUD, coordonnateur délégué pour le dispositif de réponse nationale ;
- Le Professeur Thierry DEBORD, responsable du pôle santé ;
- Le Professeur Yves LEVY, en charge du pôle recherche sous l'égide d'Aviesan.
-

La Task Force interministérielle s'appuie sur les ressources des ministères (Ministères des Affaires étrangères, des Affaires sociales, de la Santé et des Droit des Femmes, de l'Intérieur, de la Défense et de l'Enseignement supérieur et de Recherche).

Deux centres de formation

- ✓ Un centre en France **à Nogent-le-Rotrou** destiné au personnel français et étranger ayant vocation à occuper des fonctions d'encadrement et de soins au sein des centres de traitement Ebola en Guinée : 20 personnes formées par session d'une durée de 5 jours (3 sessions par mois);

- ✓ Un autre centre en Guinée **sur le site de Manéah (Conakry)**, dont le fonctionnement est assuré par des formateurs guinéens avec un encadrement du Service de Santé des Armées du Ministère de la Défense. L'objectif est de former au total 150 personnels soignants guinéens ;

Ces deux centres ont ouvert fin novembre 2014.

- ✓ Mise en place d'actions de formation des professionnels de santé, notamment africains, avec un outil de formation sur internet de type MOOC à partir de janvier 2015, soutenu par l'Agence universitaire francophone. D'autres projets d'e-enseignement sont en cours.

La prise en charge des malades d'Ebola

Quatre centres de traitement Ebola (CTE) ont été installés en Guinée dont trois en Guinée forestière. Le premier centre a ouvert à Macenta le 14 novembre 2014 avec une capacité de 30 lits. La gestion du centre a été confiée à la Croix Rouge Française. Les deuxième et troisième centres, construits par le Programme Alimentaire Mondial et équipés par la France, seront opérationnels début 2015. Celui de Kérouane a été confié à la Croix Rouge Française, celui de Beyla à l'association Waha. Un quatrième CTE ouvrira à Forécariah. La Croix Rouge Française en est l'opérateur. Ces quatre centres ont été mis en place en concertation avec les autorités guinéennes et bénéficient d'un fort soutien financier de la France

Inauguration du centre de traitement Ebola de Macenta par la Secrétaire d'Etat chargée du Développement et de la Francophonie le 14 novembre 2014

Un centre de traitement des soignants (CTS) dédié au personnel africain et international participant à la réponse contre Ebola a ouvert fin décembre 2014. Le fonctionnement de cette structure est assuré par 70 personnels du Service de Santé des Armées du Ministère de la Défense. Le centre comprend 10 lits pouvant accueillir des soignants atteints d'Ebola dont 1 lit de réanimation et 5 lits non Ebola.

L'Etablissement de Préparation et de Réponse aux Urgences Sanitaires (EPRUS) apporte son appui logistique et technique à ces différentes actions.

La France s'est engagée à permettre l'évacuation des personnels internationaux impliqués dans la réponse à Ebola de la Guinée forestière vers Conakry ou encore vers l'Europe. Dans ce dernier cas, les évacuations peuvent se dérouler par des moyens sanitaires aériens civils ou militaires *via* le mécanisme européen mis en place à cet effet.

Le renforcement des capacités de diagnostic

La France s'est mobilisée dès mars 2014 pour apporter son expertise et aider au diagnostic de l'infection grâce aux capacités de ses organismes de recherche, **l'INSERM** (P4 Lyon), **l'Institut Pasteur** et le **Centre national de référence des fièvres hémorragiques virales de Lyon**.

The NEW ENGLAND JOURNAL of MEDICINE

BRIEF REPORT

Emergence of Zaire Ebola Virus Disease in Guinea

S.Baize and all April 2014

Trois laboratoires ont été déployés en Guinée. L'Institut Pasteur est en charge du laboratoire diagnostique du centre de traitement de Macenta. Deux laboratoires mobiles viendront renforcer les capacités diagnostiques en Guinée forestière (à Beyla et Kérouane) dès janvier 2015. L'installation d'un laboratoire P3 mobile soutenue par la France et la Commission européenne est prévue en mars 2015.

Pour compléter le déploiement de techniques de diagnostic sur le terrain, **la France a lancé un programme de formation d'une quarantaine de techniciens** sur le diagnostic moléculaire du virus Ebola dans les conditions d'un laboratoire P3 fixe ou mobile.

La France participe à la création d'un Institut Pasteur de Guinée en 2016 avec deux unités de recherche et un laboratoire, *via* un financement de l'Agence française de développement (AFD) à hauteur de 4 millions d'euros.

L'expertise et la coordination politique

La France apporte son soutien aux autorités locales guinéennes en vue de renforcer le système de santé national. Ce soutien, qui s'exprime notamment par la formation des personnels de la protection civile guinéenne par leurs homologues français, provient d'un financement de l'Agence française de développement (10 millions d'euros sur 3 ans). L'équipe guinéenne de réponse à Ebola, coordonnée par le Docteur Sakoba Keita, a été renforcée par des experts français en octobre 2014. La France appuie également les autorités guinéennes dans la mise en œuvre du contrôle sanitaire au départ de Conakry pour limiter la propagation internationale du virus.

La France a apporté son appui au Mali dès l'apparition des premiers cas dans le pays (novembre 2014). Elle a ainsi:

- ✓ renforcé la coordination nationale de réponse à Ebola en mettant à sa disposition un expert médical, le Pr Samba Sow ;
- ✓ contribué à l'évaluation des structures sanitaires maliennes en déléguant une équipe de six experts français, ceci en étroite concertation avec le Gouvernement malien et l'Organisation Mondiale de la Santé ;
- ✓ renforcé les capacités de santé publique de l'Ambassade de France avec l'arrivée d'un médecin conseiller-santé et d'un épidémiologiste du Service de Santé des Armées du Ministère de la Défense ;
- ✓ renforcé le dispositif de contrôle sanitaire aéroportuaire en mettant à disposition une équipe de quatre personnes à l'aéroport de Bamako.

La France joue une part active dans l'**initiative européenne de prise en charge des personnels humanitaires internationaux lorsque ceux-ci sont infectés par Ebola dans le cadre de leur mission**. Elle soutient la création d'un corps de **« casques blancs »,** constitué d'experts médicaux européens mobilisables rapidement en cas de crise sanitaire. La France a déployé des experts auprès des équipes des Nations Unies et de la Commission européenne.

Le renforcement des mesures de sécurité

Des mesures visant à freiner l'introduction du virus sur le territoire national ont été prises. Une information ciblée pour les voyageurs et les expatriés a été mise en place, ainsi que des mesures de contrôle au départ des pays touchés (contrôle à l'embarquement) et un contrôle sanitaire à l'arrivée en France (prise de température), notamment pour les vols directs en provenance de Conakry et de Bamako.

Une fiche de traçabilité des voyageurs permettant d'identifier les cas contacts complète ce dispositif.

Une circulaire interministérielle relative au renforcement des contrôles sanitaires dans les ports et les aéroports a été publiée en novembre 2014. Un dispositif de remontée d'informations auprès des autorités nationales a également été mis en place.

La prévention et l'information

Une communication a été mise en place pour répondre aux question de la population, d'une part, sur un **site internet** dédié (www.ebola.sante.gouv.fr) et, d'autre part, par un **numéro vert (0800 13 00 00).** Une communication a également été effectuée au profit de tous les professionnels et des établissements de santé.

Des instructions, des consignes et des conduites à tenir ont été diffusées à l'ensemble des ministères et des services de l'Etat, aux collectivités territoriales et aux différents acteurs concernés, notamment les entreprises de transport (Air France, SNCF, RATP, …) et les structures d'hébergement, ainsi qu'aux professionnels des établissements de santé.
Un Plan national de prévention et de lutte « Maladie à virus Ebola », élaboré par le Secrétariat Général de la Défense et de la Sécurité nationale, a été publié le 24 novembre 2014.

La préparation du système de santé français

Une alerte nationale a été lancée dès mars 2014 et **le Centre Opérationnel de Réception et de Régulation des Urgences Sanitaires et Sociales (CORRUS)** de la Direction générale de la santé a été mis en niveau d'alerte renforcé, ainsi que l'Institut de Veille Sanitaire (InVS) pour assurer leurs différentes missions.

Une procédure de classement et de prise en charge des cas suspects/possibles a été diffusée auprès de tous les professionnels de santé. Elle fait intervenir les services d'aide médicale urgente (SAMU), l'InVS, les Agences régionales de santé et les infectiologues référents. Tous les services d'accueil et d'urgence des établissements de santé se sont organisés pour identifier le plus précocement possible les patients suspects et mettre en place des mesures d'hygiène adaptées.

Sur le territoire national, **onze établissements de santé de référence habilités (ESRH) et l'Hôpital d'Instruction des Armées Begin** ont été préparés à la prise en charge de patients suspects ou atteints d'Ebola. Des procédures détaillant la conduite à tenir pour les personnes contacts et les

patients suspects ont été diffusées sur la base des recommandations d'experts placés auprès du Haut Conseil de la Santé Publique.

Des moyens de protection pour la prise en charge et le transport des cas ont été acquis, stockés et distribués par l'EPRUS à tous les ESRH et aux services mobiles d'urgence et de réanimation (SMUR) des établissements de santé siège d'un SAMU.

Des arrêtés ont été pris pour autoriser l'utilisation de traitements pour les patients contaminés par le virus Ebola et pour la prophylaxie post-exposition des personnels soignants. Ils précisent le rôle et les responsabilités de l'EPRUS et de l'Agence nationale de sécurité du médicament (ANSM).

Le diagnostic de maladie à virus Ebola est réalisé 24h/24 et 7j/7 par le centre national de référence des fièvres hémorragiques virales de Lyon. Le déploiement des capacités de diagnostic virologique dans les ESRH est en cours. Il est déjà effectif pour les ESRH de la région parisienne, en collaboration avec l'Institut Pasteur.

La recherche médicale

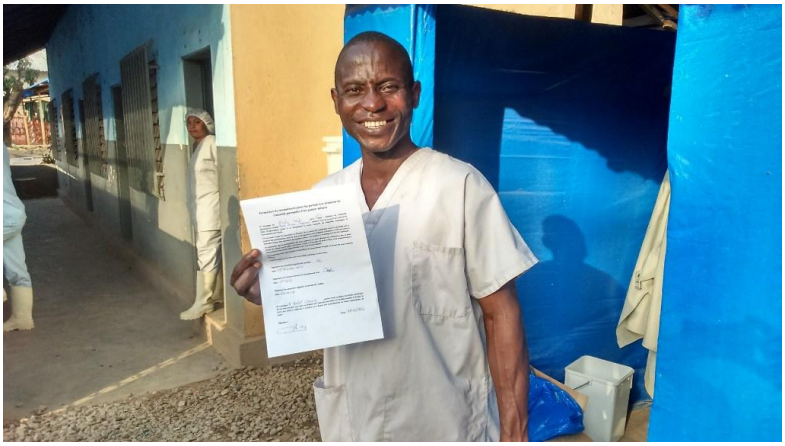
C'est en France en avril 2014 que des chercheurs de l'Institut Pasteur (CNR des fièvres hémorragiques virales), **de l'INSERM** (Laboratoire P4 de Lyon), en collaboration avec une équipe allemande, **ont caractérisé la souche responsable de l'épidémie en Guinée, en Sierra Leone et au Libéria.** Les équipes de recherche françaises ont été aux avant-postes de la lutte contre Ebola. Elles se sont rapidement mobilisées après les premières notifications de cas d'Ebola à l'OMS et sont toujours fortement mobilisées pour la recherche clinique, fondamentale ainsi qu'en sciences humaines et sociales. Elles sont coordonnées au sein de l'Alliance des Sciences de la Vie Aviesan par le consortium REACTing et l'IMMI (Institut de Microbiologie et des Maladies Infectieuses). Son rôle est essentiel pour l'animation de la recherche, l'interdisciplinarité, le suivi scientifique des projets et la valorisation des résultats.

Grâce au financement de démarrage apporté par l'INSERM, quatre projets ont été initiés très rapidement :

- ✓ Standardisation d'une technique de diagnostic moléculaire différentiel, qualitative et quantitative ;
- ✓ Identification de molécules thérapeutiques existantes, à partir d'une technique de détection des interactions protéines cellulaires-protéines virales ;
- ✓ Rumeurs, conflits et controverses : étude sur la circulation et la transformation des informations dans le monde numérique ;
- ✓ Etude sur la construction de la confiance des personnels de santé et de la population.

Deux projets de recherche visant à évaluer des approches thérapeutiques innovantes sont portés par des équipes françaises et financés par l'Union européenne :

- ✓ **Le traitement antiviral avec une molécule connue pour son activité anti-virale : le favipiravir** : cet essai thérapeutique **(essai JIKI)** non randomisé évalue la réduction de la mortalité et de la charge virale chez environ 150 patients. Il est coordonné et promu par **l'INSERM**. Il est mené en Guinée sur 3 sites ; les premiers essais ont débuté le 17 décembre 2014 au centre de soins MSF à Guékédou. C'est le premier essai avec une nouvelle molécule qui débute dans les trois pays touchés par Ebola en Afrique de l'Ouest.



Essai clinique du favipiravir au centre MSF de Guékédou : premières inclusions le 17 décembre 2014

- ✓ **Le plasma de convalescents** : ce projet, coordonné par l'Institut de Médecine Tropicale d'Anvers et auquel quatre organismes français (Etablissement Français du Sang, Université d'Aix Marseille, Institut Pasteur et INSERM) participent, a été sélectionné par la Commission européenne.

Par ailleurs, des projets de recherche sont en discussion :

- ✓ **La cohorte des patients guéris (**POSTEBOGUI**),** permettant d'évaluer sur 18 mois le devenir clinique, biologique et psychosocial des personnes ayant survécu à l'infection au virus Ebola ;

- ✓ **Les vaccins**, avec notamment l'important projet d'étude clinique (phase 2) « Ebovac » en réponse à l'appel à projets européen lancé dans le cadre IMI2 (Innovative Medicine Initiative) en partenariat avec Johnson & Johnson et la London School. Ce projet bénéficie d'un soutien important de la Commission européenne (environ 37 M€). Par ailleurs, plusieurs projets en amont sont développés par des équipes françaises : un vaccin basé sur le ciblage des protéines du virus Ebola sur les cellules dendritiques (**INSERM, Vaccine Research Institute**), un vaccin basé sur le vecteur de la rougeole et un vaccin thérapeutique basé sur un vecteur lentiviral (**Institut Pasteur**) ;

- ✓ **Plasmathérapie** : un projet, impliquant l'**EFS**, le Laboratoire français du Fractionnement et des Biotechnologies et l'Institut National de la Transfusion Sanguine, visant à évaluer l'utilisation d'immunoglobulines hyperimmunes polyvalentes est en cours. Les expérimentations in vitro et animales sont conduites au laboratoire P4 pour l'évaluation de nouvelles molécules et vaccins, ainsi que le projet screening à haut débit de composés chimiques (**Institut Pasteur et centre INSERM** de Lyon) ;

- ✓ **Les tests de diagnostic rapide** : un test développé par le Commissariat à l'Energie Atomique et un autre test développé par une filiale de BioMérieux (BioFire) vont être évalués au centre de traitement de Macenta ;

- ✓ **Des projets de recherche en sciences humaines et sociales** avec l'étude des caractéristiques et des trajectoires de soins des patients suspects d'Ebola en France et un programme de recherche opérationnelle sur la dynamique de l'épidémie, la continuité des systèmes de soins, les réactions de la population et le suivi socio-comportemental des personnes contacts ;

- ✓ **Des études de génétique virale et épidémiologiques** avec l'analyse de génome de virus Ebola permettant de rechercher des mutations virales.

Le post-Ebola : la préparation de la phase de transition

La France est d'ores et déjà engagée avec l'OMS et l'Union européenne sur la préparation de la phase de transition et de reconstruction des systèmes de santé. Cette phase de transition vise notamment à **faire évoluer l'approche verticale de la gestion immédiate de crise vers une approche intégrée de développement sanitaire.**

La fondation Mérieux met en œuvre le projet RESAO-LAB+ (réseau d'Afrique de l'Ouest des laboratoires d'analyse biomédicale) dans 7 pays (Sénégal, Togo, Mali, Niger, Burkina Faso, Bénin et Guinée) avec un cofinancement de l'Agence française de développement de 5 M€.

La France finance à hauteur de 1,2 M€ des projets dont l'objectif est d'assurer la continuité des soins VIH, tuberculose, paludisme Cette démarche **« l'Initiative 5% »** est mise en œuvre par France Expertise internationale.

La recherche médicale est également mobilisée sur le post-Ebola avec le développement de stratégies vaccinales de 2ème génération (combinaison de vaccins multivalents), la construction et l'installation de l'Institut Pasteur en Guinée et la mise en place d'une cohorte de suivi clinique et biologique de patients guéris. Elle contribue également à la mise en place d'un réseau de surveillance en Afrique de l'Ouest.

La France soutient l'action de l'OMS pour renforcer les capacités des Etats à détecter et gérer des maladies émergentes à travers son soutien au Règlement sanitaire international et le financement du bureau OMS de Lyon en charge de l'appui aux Etats.

Les financements mobilisés par la France

Pour l'action en Afrique de l'Ouest, la France contribue à la lutte contre Ebola à hauteur de <u>110 millions d'euros</u> pour la période 2014-2015. Cette contribution est principalement consacrée au financement de projets.

L'action française se décline de la façon suivante :

- ✓ **En Guinée** : le plan d'action mis en place par la France s'élève à **85 M€,** consacrés au dépistage, au traitement des malades et des soignants, à la formation des personnels et au renforcement du système de santé guinéen ;

- ✓ **Dans les pays de la sous-région : plus de 20 M€** ont été mobilisés par la France pour le financement des plans de riposte du Mali, de la Côte d'Ivoire, du Libéria et du Cameroun ;

- ✓ **Au niveau international, près de 5 M€** ont été consacrés à la réponse globale en soutien à l'OMS et à la Mission des Nations Unies pour la lutte contre Ebola (UNMEER).

Pour la recherche médicale au niveau national (INSERM, Institut Pasteur, CNRS, CEA, IRD, Fondation Mérieux), environ <u>30 millions d'euros</u> ont été mobilisés pour financer 140 ETP et les projets de recherche à hauteur de 8,5 M€.

L'action de la France a permis d'obtenir également des financements de l'Union européenne pour la recherche médicale à hauteur de <u>42,5 millions d'euros</u>:

- 2,575 M€ pour un essai thérapeutique avec le favipiravir ;
- 2,892 M€ pour l'évaluation du plasma de convalescents ;
- 37 M€ pour le projet Ebovac, l'essai clinique de phase 3 des vaccins développés en partenariat avec Johnson & Johnson.

Le système de santé français s'est mobilisé pour la réponse à la crise Ebola à hauteur de <u>13 millions d'euros</u>, dont :

- 6,5 M€ pour la préparation du système de santé français et l'information du public ;
- 3,7 M€ pour l'intervention des agences sanitaires et du Ministère des Affaires sociales, de la Santé et des Droits des Femmes ;
- 3 M€ pour le transport et la prise en charge des cas possibles et confirmés.

Au total, la France a mobilisé <u>200 millions d'euros</u> pour la réponse à la crise Ebola.

Débarquement le 26 novembre 2014 du BPC Tonnerre à Conakry avec une partie du matériel destiné à l'édification du CTS

La coopération internationale

La France est très mobilisée dans les instances internationales intervenant dans la réponse à la crise Ebola, notamment l'Organisation Mondiale de la Santé et l'Union européenne.

Le Coordonnateur national de réponse à la crise Ebola et la Task Force interministérielle travaillent en liaison avec leurs homologues étrangers et notamment les coordonnateurs Ebola américains et anglais.

La France soutient également les autres pays de la sous-région, en particulier le Mali, la Côte d'Ivoire, le Cameroun, le Sénégal, le Burkina Faso et le Libéria.

La France participe activement aux réflexions internationales sur les priorités scientifiques de la recherche sur Ebola à l'OMS et sur la stratégie vaccinale.

La France se mobilise auprès des instances internationales et européennes afin d'obtenir des cofinancements pour le fonctionnement des centres de traitement Ebola et pour la recherche médicale. Ainsi, l'Union européenne a apporté un soutien financier de 2,5 M€ pour un laboratoire mobile en Guinée (P4, Institut Pasteur) et cofinance certains projets menés par les ONG dont la Croix Rouge Française. Le Canada et la Belgique ont également apporté des cofinancements.

Les acteurs mobilisés pour la réponse à Ebola

Les Services du Premier Ministre

- ✓ Le Secrétariat Général de la Défense et de la Sécurité Nationale
- ✓ Le Service d'Information du Gouvernement

Le Ministère des Affaires étrangères et du Développement international

- ✓ Le Secrétariat d'Etat au Développement et à la Francophonie
- ✓ La Cellule de crise du MAEDI
- ✓ Les Ambassades de France en Guinée et au Mali
- ✓ L'Agence Française de Développement (AFD)
- ✓ Esther

Le Ministère des Affaires sociales, de la Santé et des droits des femmes

- ✓ La Direction générale de santé (DGS)
- ✓ La Direction générale de l'offre de soins (DGOS)
- ✓ L'Etablissement de Préparation et de Réponse aux Urgences Sanitaires (EPRUS)
- ✓ L'Institut de Veille sanitaire (InVS)
- ✓ L'Agence Nationale de Sécurité du Médicament (ANSM)
- ✓ Le Haut Conseil en Santé Publique (HCSP)
- ✓ L'Institut Nationale de Prévention et d'Education pour la Santé (INPES)
- ✓ L'Etablissement Français du Sang (EFS)
- ✓ Les établissements de santé, dont l'AP-HP

Le Ministère de l'Intérieur

- ✓ La Direction générale de la sécurité civile et de la gestion des crises (DGSCGC)

Le Ministère de la Défense

- ✓ Le Service de Santé des Armées, dont l'Institut de Recherche Biomédicale des Armées
- ✓ La Direction générale de l'Armement

Le Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche sous l'égide d'Aviesan

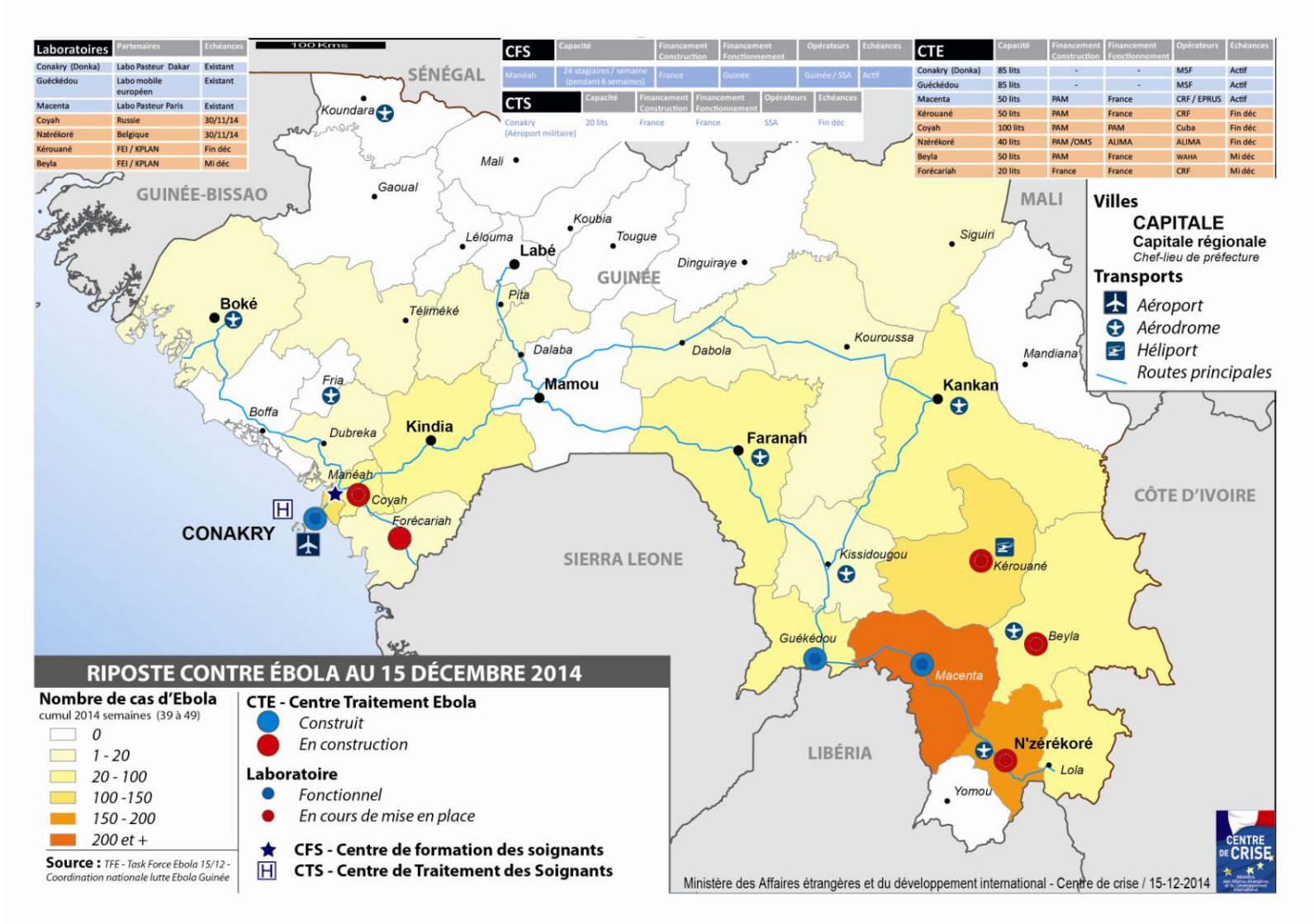
- ✓ INSERM, CNRS, IRD, CEA, Institut Pasteur

Les ONG et les fondations: Médecins Sans Frontières – Croix Rouge Française – Waha – Alima – Bioforce – Médecins du Monde – Solthis – Fondation Mérieux

Les industriels : Toyama Chemical – Johnson & Johnson - BioFire

La Communauté internationale, en particulier l'OMS et l'UE

La présence française en Guinée pour la réponse à la crise Ebola



Les chiffres clés

- **200 millions** d'euros mobilisés par la France pour la réponse à la crise Ebola

- **110 millions** d'euros mobilisés par la France pour l'action en Afrique de l'Ouest

- **72 millions** d'euros mobilisés pour la recherche médicale dont **42,5 millions** d'euros financés sur réponse aux appels à projets par l'Union européenne

- **13 millions** d'euros mobilisés pour la préparation du système de santé français et la prise en charge des cas possibles et confirmés

- **4** centres de traitement Ebola (CTE) en Guinée forestière offrant une capacité de **150** lits au total

- **1** centre de traitement des soignants (CTS) à Conakry

- **4** laboratoires déployés en Guinée

- **600** professionnels mobilisés pour la réponse à Ebola
  - **230** mobilisés en Afrique de l'Ouest :
    - **60** professionnels de santé (EPRUS)
    - **70** personnels de la sécurité civile
    - **100** militaires
  - **370** mobilisés sur le territoire français :
    - **140** pour la recherche médicale
    - **195** pour l'action sanitaire
    - **35** pour la sécurité civile

- **Plus de 17 000** personnels des services d'urgence formés à la prise en charge d'un cas suspect

- **Près de 5 000** personnels des SMUR formés à la prise en charge d'un cas suspect ou possible

- **12** Etablissements de santé de référence habilités (ESRH)

- **Plus de 20** projets de recherche lancés ou en cours de lancement

- **6** grandes ONG impliquées dans les programmes français (Médecins Sans Frontières – Croix Rouge Française – Médecins du Monde – Waha – Alima – Bioforce)

- **725** signalements de cas Ebola reçus dans les Agences régionales de santé dont 22 classés comme cas possibles par l'InVS

- **2** cas Ebola confirmés rapatriés et pris en charge en France